

DÉCENTRALISATION : RECOMPOSITIONS DES POUVOIRS, DES INSTITUTIONS ET DES POLITIQUES PUBLIQUES

SYMPOSIUM - 3, 4 ET 5 DÉCEMBRE 2014



ORGANISÉ PAR LA FÉDÉRATION TERRITOIRES, À LA FACULTÉ DE DROIT ET SCIENCES SOCIALES,
AMPHITHÉÂTRE CARBONNIER 15 RUE SAINTE-OPPORTUNE, POITIERS (CENTRE VILLE)

www.univ-poitiers.fr



Territoires
Fédération de Recherche
Université de Poitiers


Université
de Poitiers

Faculté
DROIT
& Sciences sociales
UNIVERSITÉ DE POITIERS

Inscription gratuite

decentralisation2014.conference.univ-poitiers.fr

Sommaire

Bienvenue au symposium p3

Mercredi 3 décembre

Conférence inaugurale p4

Approches historiques : les conceptions politiques, la conjoncture économique, l'évolution des modalités de l'action publique p5

Jeudi 4 décembre

Les perspectives ouvertes par une nouvelle étape de la décentralisation en cours d'élaboration : diversité des territoires, cohérence des politiques publiques et efficacité organisationnelle. p6

Le financement des politiques locales: optimisation, contraintes, stratégie et équité. p7

Vendredi 5 décembre

Organisation administrative de l'Etat et des collectivités locales : effets d'imitation, ambiguïtés, antagonismes. p8

Les collectivités locales et l'Europe : entre coopération et compétition. p9

Informations pratiques p10

Notes p11

Les partenaires de l'événement p16

Territoires

Fédération de Recherche
Université de Poitiers

Conception & réalisation
Matthieu LEE
Fédération de Recherche Territoires
Université de Poitiers

Document imprimé à la Faculté de Droit et Sciences Sociales
Poitiers, 12/2014.

*Par respect pour l'environnement,
ne pas jeter ce document sur la voie publique.*

Bienvenue au Symposium

“



Conformément aux grands principes qui en définissent le fondement, le processus de décentralisation à l'oeuvre en France depuis maintenant plus de trente ans peut être interprété comme le résultat d'un compromis évolutif entre des principes d'unité étatique et une volonté de reconnaître la diversité des territoires en leur accordant les moyens d'assumer de nouvelles compétences. Ce questionnement est permanent au sein de la République car il recouvre finalement un sujet politique majeur qui est celui des rapports que l'Etat entretient avec son territoire. Il a cependant beaucoup évolué au fil du temps. L'opposition strictement politique entre centralisation et décentralisation s'estompe progressivement au profit d'une vision plus intégrée portant sur la réorganisation de l'action publique dans son ensemble : la recomposition des politiques publiques dans un souci d'efficacité justifie, dans une large mesure, la recomposition des pouvoirs et des institutions qui les incarnent. Cette situation fait naître quantité de questions nouvelles qui concernent toutes les dimensions de la vie publique : la dimension économique avec, par exemple, les problèmes d'articulation entre les dynamiques locales et globales ou encore les difficultés que posent la construction et la valorisation de ressources immatérielles locales dans l'économie de la connaissance ;

la dimension territoriale qui s'illustre à travers la nécessité d'agir et de gouverner à l'échelle adéquate au prix d'une tension récurrente entre territoires fonctionnels et décisionnels ; la dimension organisationnelle à propos, par exemple, de la concrétisation des apports réels ou idéels du développement durable ou de la gouvernance des interactions entre institutions, entreprises, associations et collectifs de groupes sociaux divers ; enfin la dimension citoyenne qui se cristallise autour du pouvoir décisionnel revendiqué par des habitants formés et exigeants. Ce symposium veut contribuer à approfondir ces questionnements en organisant la réflexion à partir de cinq grands thèmes : (1) un regard historique sur l'évolution des modalités de l'action publique décentralisée, (2) les perspectives ouvertes par une nouvelle étape de la décentralisation en cours d'élaboration, (3) les nouvelles orientations du management public sous contrainte d'optimisation de la dépense, (4) les rapports renouvelés entre l'Etat et les collectivités territoriales, (5) les formes de coopération et de concurrence à l'échelle européenne. Il invite, pour ce faire, pendant trois jours et en programmant uniquement des séances plénières prolongées par des débats, à croiser les regards de juristes, d'économistes, d'historiens, de géographes, de politistes, de gestionnaires et d'élus.

Pascal Chauchefoin
Économiste

Loïc Levoyer
Juriste

Dominique Royoux
Géographe

CONFÉRENCE INAUGURALE

Accueil

Philippe LAGRANGE, Doyen de la Faculté de Droit et sciences sociales
Pascal CHAUCHEFOIN, Directeur de la Fédération de Recherche Territoires
Yves JEAN, Président de l'Université de Poitiers

Maurice BASLE

La décentralisation française renforcée ou/et la recomposition de l'action publique sur le territoire français?

Annonces et effets d'annonce comme méthode de mobilisation des parties prenantes. Importance des innovations déjà actées et des options dans les travaux en cours. Enjeux économiques, budgétaires et politiques pour un État encore jacobin. Temporalités des transitions.



Maurice Baslé est économiste de formation, docteur d'État et agrégé en sciences économiques et sociales. Professeur émérite de l'Université Rennes 1, il est spécialiste de l'économie, du management public et des politiques publiques de l'échelle européenne à l'échelle locale.

De 1997 à 2012, il occupe la Chaire Jean Monnet puis devient titulaire de la Chaire européenne ad personam du Centre d'excellence Jean Monnet «Economie et intégration européennes» ; parallèlement il occupe la Chaire Connaissance et action territoriale de la Fondation de l'Université de Bretagne Sud.

Par ailleurs, Maurice Baslé est responsable du cycle de conférences «Regards économiques» organisé par la Faculté des sciences économiques et Rennes Métropole entre 2007 et 2014. Il est également président d'honneur de la Société française d'évaluation des politiques publiques, membre du comité directeur de l'Association Française de Science Economique et est Directeur scientifique du Centre d'études et de recherches sur les qualifications en Bretagne au sein du CREM-UMR-CNRS

Acteur particulièrement actif de l'enseignement supérieur, il fut co-créateur de Sciences-Po Rennes en 1990, de l'Université européenne de Bretagne en 2007. Il a été membre du Conseil scientifique interministériel de l'Evaluation au Commissariat général au Plan entre 2005 et 2009 et a été expert à la direction de la recherche du ministère de l'Enseignement Supérieur. Enfin, il est membre fondateur en 1994 à La Haye et a été élu au comité directeur de l'European Evaluation Society.

Il est lauréat 2014-2015-2016 du Concours de la Villa Vigoni (Fondation Maison des sciences de l'homme, la Deutsche).

Selection d'ouvrages de référence de Maurice BASLE

Le Budget de l'Etat, Paris, La découverte, 2012.

Connaissance et action publique, Paris, Economica, 2010.

Economie, conseil et gestion publique : suivi et évaluation de programmes et politiques publiques, Paris, Economica, 2008.

L'Economie fondée sur la connaissance. Questions au projet européen, (co-dir Renault.M), Paris, Economica, 2004.

Economie politique de la coordination en Europe, (dir.) Paris, Economica, 2000.



L'institution des métropoles : les défis démocratiques de nouveaux régimes politiques

Stéphane CADIOU

Stéphane Cadiou est maître de conférences en science politique à l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne et est rattaché au Laboratoire TRIANGLE (UMR 5206) Action, discours, pensée politique et économique. Il est Co-Rédacteur en chef de la Revue Métropoles. Il est notamment l'auteur de *Le Pouvoir local en France* (2009) et de *L'Elu local aujourd'hui* avec Christian Bidegaray et Christine Pina (2009).

Régions et métropoles: une décentralisation résolument expérimentale?

Alain FAURE

Alain Faure est actuellement directeur de recherche (CNRS) en science politique à l'université de Grenoble et co-dirige l'UMR PACTE (Politiques, ACTION publique, Territoires). Par ailleurs il est membre du Conseil d'Administration de l'Association Française de Science Politique. En 2013, il participe avec Anne-Cécile Douillet, Charlotte Halpern et Jean-Pierre Leresche à la rédaction de *L'action publique locale dans tous ses états. Différenciation et standardisation*. Il publie en 2007, avec Jean-Pierre Leresche, Pierre Muller et Stéphane Nahrath, *Action publique et changements d'échelles : les nouvelles focales du politique*.



La géographie permet-elle de comprendre le millefeuille?

Philippe ESTEBE

Directeur d'études à ACADIE (coopérative de conseil) et chargé de mission à la SCIC (groupe CDC), il a été co-rapporteur, avec Jacques Donzelot, de l'évaluation nationale de la politique de la ville (1992-1994). Philippe Estèbe dirige l'Institut des hautes études de développement et d'aménagement des territoires en Europe. Il intervient dans trois domaines: l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration de projets de territoires, l'évaluation de politiques publiques, la recherche sur les formes du gouvernement urbain. Il a notamment publié *Gouverner la ville mobile* (2008).

Le débat sur le millefeuille français, origines et développement

Marie-Vic OZOUF MARIGNIER

Marie-Vic Ozouf Marignier est directrice d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris. Historienne et géographe de formation, elle dirige actuellement le Groupe de Géographie et d'Histoire des Territoires, de l'Environnement, des Ressources et des Sociétés (GGH-TERRES). Elle co-dirige le Laboratoire d'excellence «Dynamiques territoriales et spatiales» et dirige, à l'EHESS, le master «Territoires, espaces, sociétés». Depuis 2011, elle anime un séminaire sur «Territoires et action publique territoriale».

En 2008, elle publie avec Marie-Claire Robic *Régions naturelles et noms de pays. Étude sur la région parisienne*. Elle est également l'auteur de *La formation des départements. La représentation du territoire français à la fin du XVIIIe siècle* (1992).



Jeudi 4 Décembre 09h00 - 12h00

Les perspectives ouvertes par une nouvelle étape de la décentralisation en cours d'élaboration : diversité des territoires, cohérence des politiques publiques et efficacité organisationnelle.



Les liaisons dangereuses entre le droit et la géographie

Vincent AUBELLE

Vincent Aubelle est Professeur associé au département Génie Urbain de l'université Paris-Est Marne-la-Vallée, responsable du parcours « collectivités » au sein du Master Management et Ingénierie des Services à l'Environnement, de l'axe "acteurs de la contractualisation et droit des contrats" de ce même Master. Il est membre du conseil de rédaction de la revue Pouvoirs Locaux. Il est également consultant auprès des collectivités territoriales. Ses recherches explorent la problématique de la coopération intercommunale, aussi bien dans sa dimension juridique et financière que géographique. En 2010, il publie *Intercommunalités : des projets aux pratiques* et participe à l'ouvrage de Laurence Lemouzy *Glossaire de la gouvernance publique*. Il vient de faire paraître *Osons la décentralisation : il est temps de décider de vivre ensemble* (2014).

Décentraliser est-ce mieux territorialiser ? Une réflexion à partir des politiques de l'habitat

Xavier DESJARDINS

Xavier Desjardins est maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et chercheur au Laboratoire Géographie-Cités. Ses recherches portent sur le lien entre les mobilités et l'urbanisation ainsi que sur les gouvernements urbains. Membre du comité de rédaction de la revue Transports Urbains, il est aussi coordinateur scientifique des équipes CRIA et PARIS qui travaillent sur les hauts lieux des densités intermédiaires. Il coordonne le projet « les figures rurales de l'urbain généralisé » constitué dans le cadre de l'ANR « Villes et bâtiments durables ». En 2009, il a publié avec Paul Boino *Intercommunalité, territoire et politique*. Par ailleurs, il vient de participer avec Matthieu Flonneau, Leonard Laborie et Arnaud Passalacqua, à l'ouvrage *Les transports de la démocratie* (2014).



La métropolisation, horizon indépassable de la croissance économique ?

Olivier BOUBA-OLGA

Olivier Bouba-Olga est Professeur des Universités en Aménagement de l'Espace et Urbanisme et doyen la Faculté de Sciences Économiques de l'Université de Poitiers. Il est spécialisé en économie de l'entreprise et en économie de proximité, ses recherches portent notamment sur les dynamiques territoriales et la géographie de l'innovation. Il est membre du groupe « Dynamiques de Proximité », du réseau de chercheurs spécialisés sur ce thème. Il participe également aux comités de lecture de différentes revues : Regional Studies, Economie Appliquée, Revue d'Economie Régionale et Urbaine, European Journal of Sustainable Development, Revue Européenne des Migrations Internationales, Management International et Revue d'Economie Industrielle. En 2006, il publie *Les nouvelles géographies du capitalisme : Comprendre et maîtriser les délocalisations*, codirige le numéro spécial *La proximité : 15 ans déjà !* de la *Revue d'Economie Régionale et Urbaine* (2008). Récemment avec Michel Grossetti, il remet en cause certaines théories scientifiques sur la métropolisation avec *L'avantage économique apparent des métropoles : un problème de méthode de calcul ?* methode.hypotheses.org (2014).

Équilibre des finances publiques, contraintes européennes et autonomie financière locale.

Michel BOUVIER

Michel Bouvier est professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne où il a fondé le Master droit et gestion des finances publiques. Auteur de très nombreux ouvrages, Michel Bouvier dirige la Revue Française de Finances Publiques qu'il a fondée en 1983 ainsi que le Groupement Européen de Recherches en Finances Publiques qu'il a créé en 1999. Il est Président-Fondateur de l'Association pour la Fondation Internationale des Finances Publiques (FONDAFIP). Il est aussi membre du Comité d'experts de la délégation aux collectivités territoriales et à la décentralisation du Sénat, membre de l'Observatoire des finances locales du Comité des finances locales ainsi que du Comité consultatif d'orientation du Conseil de normalisation des comptes publics. Il participe également à divers comités de rédaction et dirige plusieurs collections d'ouvrages aux éditions Lextenso. En 2014, il publie *Introduction au droit fiscal et à la théorie de l'impôt*, (12ème édit.), et la 13ème édition de *Manuel de finances publiques*, mais aussi *Les finances locales*, (15ème édit.) en 2013





Financement des politiques publiques locales et contraintes budgétaires et comptables.

Jean-Luc ALBERT

Jean-Luc Albert est professeur agrégé en droit public à l'Ecole de Droit de l'Université d'Auvergne, Doyen honoraire de la Faculté des sciences juridiques, Université Lumière Lyon 2. Il est aussi vice-président de la Société Française de Finances Publiques, et membre de l'Institut international de sciences fiscales. Ses recherches portent sur les finances publiques, la fiscalité, le droit public économique et le droit de la concurrence. En 2013, Jean-Luc Albert publie *Douane et droit douanier* et *Finances publiques* avec Luc Saidj. En 2012, paraît *Fiscalité et personnes publiques*. En 2011, il participe à l'ouvrage *La nouvelle administration financière et fiscale* sous la direction de Michel Bouvier.

Le juge des comptes et le financement des collectivités territoriales

Franc-Gilbert BANQUEY

Franc-Gilbert BANQUEY, chevalier de la Légion d'honneur et de l'ordre national du Mérite, est conseiller-maître à la Cour des comptes.

Après des études de droit et de sciences politiques à Bordeaux, il devient commissaire de la marine nationale en 1973 et se spécialise dans les systèmes d'information. Il entre à la Cour des comptes en 1984 et participe à divers contrôles sur l'évaluation des systèmes d'information de la protection sociale et sur les entreprises publiques de la sidérurgie et de l'automobile.

En 1991, Franc-Gilbert BANQUEY rejoint l'Union des groupements d'achats publics en qualité de directeur des grands comptes, devient directeur financier de l'Office national des forêts en 1994, puis secrétaire général de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale en 1997. Il réintègre la Cour des comptes en 2000 et participe au suivi de l'exécution des lois de finances, au contrôle d'établissements financiers et à la préparation de la certification des comptes de l'Etat.

Il est nommé en 2005, président des chambres régionales des comptes de Guadeloupe, Guyane, Martinique puis, en 2010, de la chambre régionale des comptes d'Aquitaine devenue, en 2012, chambre des comptes d'Aquitaine, Poitou-Charentes.

Ancien auditeur de l'Institut des Hautes études de la Défense nationale (1989-90), il a assuré divers enseignements dans des écoles d'officiers, à Science-po Bordeaux et plusieurs universités. Il est depuis 2012 professeur associé à l'Université de Bordeaux.



Concurrence fiscale, concurrence territoriale et péréquation

Thierry MADIÈS

Thierry Madiès, normalien, est Professeur d'économie à l'Université de Fribourg en Suisse et titulaire de la Chaire d'économie internationale et régionale depuis 2003. Ses recherches sont à la fois théoriques et empiriques et portent sur l'économie des finances publiques, l'économie internationale et l'économie de l'innovation.

Il intervient au sein de grandes institutions : consultant pour la Banque Mondiale depuis 2010, il est aussi auditionné par la Commission des finances du Sénat français. Il fut également conseiller Scientifique pour la direction de la recherche et de la stratégie de l'Agence Française de Développement entre 2008 et 2011, membre du Conseil d'Analyse Economique auprès du Premier ministre Français de 2006 à 2010. Il est aussi chercheur invité à l'Institute of Quantitative Social Science de l'Université Harvard et professeur invité au département d'économie de l'Université de Tokyo.

Ses derniers articles de recherche sont publiés dans *l'European Economic Review*, *Public Choice* et le *Journal of Urban Economics*. En 2014 il dirige avec Dominique Guellec et Jean-Claude Prager l'ouvrage *Patent Markets in the Global Knowledge Economy Theory, Empirics and Public Policy Implications* paru à Cambridge University Press. Il contribue au rapport *Vers l'égalité des territoires Dynamiques, mesures, politiques* (dir. E. Laurent, 2013) pour le ministère de l'égalité des Territoires et du Logement.



La décentralisation, duplication ou alternative à l'Etat nation?

Daniel BEHAR

Daniel Behar est géographe, professeur à l'Ecole d'Urbanisme de Paris – Université Paris-Est, maître de conférences à l'Ecole des Ponts ParisTech et consultant à la coopérative ACADIE. Après avoir travaillé sur la politique de l'habitat et la politique de la ville, il intervient aujourd'hui sur les questions relatives aux stratégies territoriales (développement, cohésion, gouvernance...).

Associé à Chistian de Portzamparc dans le cadre de la consultation internationale relative au Grand Paris, il est impliqué dans de nombreux projets qui en résultent : Grand Roissy, cluster Descartes, Paris-Saclay... Ses travaux portent sur les mutations territoriales, les stratégies de développement territorial et les instruments de l'action publique.

Récemment il publie dans *Métropolitiques* «Paris, Lyon, Marseille : la gouvernance métropolitaine entre standardisation et différenciation» (2014). En 2010, il participe à l'ouvrage de Laurent Cailly et Martin Vanier *La France une géographie urbaine*. En 2002, il publie avec Charles Floquet *Pour en finir avec la décentralisation et Territoires sous influences*.

Vers la fin du couple déconcentration/décentralisation ?

Nicolas KADA

Nicolas Kada est professeur de droit public à l'Université de Grenoble-Alpes où il dirige le CERDHP (Centre d'Etudes et de Recherches sur le Droit, l'Histoire et l'Administration Publique). Il est également vice-président du conseil scientifique du GRALE (GIS CNRS) et membre du bureau de l'Association française de droit des collectivités locales (AFDCL). Par ailleurs, il est responsable de la collection «Droit et action publique» aux Presses Universitaires de Grenoble et de la ligne éditoriale du site @L-Terr (Administration locale et territoires). Enfin, il dirige la spécialité «Administration et droit de l'action publique» du Master 2 Droit Public à l'Université de Grenoble.

En 2010, Nicolas Kada publie *Les collectivités territoriales dans l'Union européenne : vers une Europe décentralisée ?* Cet ouvrage sera suivi en 2013 par *Les Institutions administratives* avec Henri Oberdorff. Plus récemment il co-dirige avec Martial Mathieu, *le Dictionnaire d'Administration Publique* (2014).



Réciprocité territoriale et efficacité économique

Magali TALANDIER

Économiste de formation, docteur en urbanisme et aménagement du territoire, Magali Talandier est maître de conférences à l'institut de géographie alpine de l'Université Joseph Fourier de Grenoble. Rattachée au laboratoire PACTE, ses travaux portent sur l'analyse des processus de développement territorial. Elle a notamment travaillé sur la question du développement résidentiel, présentiel et touristique, sur la durabilité des modèles de développement local ou encore sur l'impact des politiques intercommunales dans le cadre de travaux de recherches ou d'expertises pour différents organismes comme par exemple à l'Observatoire des Territoires de la Datar. Magali Talandier participe également à l'Observatoire de l'Economie et des Institutions Locales au travers de nombreux travaux d'expertise en matière de développement économique local. Elle est aussi lecteur critique pour de nombreuses revues scientifiques : *Regional Studies* ; *Revue d'économie régionale et urbaine* ; *Noréis* ; *Revue de géographie alpine* ; *Géocarrefour* ; *Economie appliquée* ou encore *Vertigo* ; et elle participe au comité de rédaction de la revue *Géographie, Economie et Société*. Magali Talandier a publié avec Laurent Davezies *Repenser le développement territorial ? : Confrontation des modèles d'analyse et des tendances observées dans les pays développés* (2009), ou encore *L'émergence des systèmes territoriaux productivo-résidentiels en France* (2012). En 2014, elle participe à la revue *Urbanisme* avec « Penser la réciprocité territoriale », et à la revue *Métropolitiques* avec «Les villes moyennes, des espaces de consommation privilégiés».

Réformes et gouvernance territoriales : cherchez l'Europe.

Patrick SALEZ

Après avoir travaillé 13 ans en Afrique, Patrick Salez a été fonctionnaire de la Commission européenne pendant 15 ans, en charge de la conception et de la coordination de la politique régionale et de coopération territoriale, de la politique d'aménagement des littoraux et de la politique de développement rural. Il enseigne à l'Université de Poitiers à Agroparistech et à l'ENA (Centre européen).

Il est également engagé dans des démarches de SCOT, de gestion du foncier, d'aménagement littoral et maritime.

Au niveau européen, ses principaux travaux concernent la recherche pour le réseau ORATE/ESPON d'aménagement du territoire européen, des études pour l'OCDE (partenariats entre territoires ruraux et urbains et développement économique régional), l'expertise pour le Comité des Régions sur la PAC et le développement rural, et l'expertise pour la Conférence Européenne des Pouvoirs Locaux Intermédiaires (CEPLI) ainsi que pour l'ADF sur la démocratie locale et la décentralisation.

Il a participé à des ouvrages de géographie sur l'aménagement du territoire français et européen (2008 et 2009). Par ailleurs il a publié plusieurs articles sur le développement rural, la politique régionale et la décentralisation. Il a récemment participé à la rédaction de l'ouvrage de l'OCDE sur les partenariats entre zones rurales et urbaines.



Informations pratiques

Symposium

Faculté de Droit et sciences sociales
15 Rue Sainte-Opportune,
86000 Poitiers (centre ville)
amphithéâtre Carbonnier.

Coordonnées Gps : N 46.584226 / E 0.345269

S'inscrire gratuitement en 1 minute!

L'inscription est gratuite et peut se faire durant les 3 jours à l'accueil du symposium, cependant, nous vous conseillons vivement de la réaliser à l'avance sur internet, afin de vous garantir des places disponibles durant l'événement.

<http://decentralisation2014.conference.univ-poitiers.fr/inscriptions/>

Valoriser ma participation?

Agents de la fonction publique :

le symposium est éligible à la formation continue.

Attestation de présence :

Une attestation de présence vous sera envoyée si vous en faites une demande par email à Matthieu LEE : matthieu.lee@univ-poitiers.fr

Comment venir?

En bus : Arrêt Pôle Notre Dame (à 50 mètres du Symposium)

En voiture : Parking place Charles De Gaulle (à 100 mètres du Symposium)

Informations

Francette SAVIN

francette.savin@univ-poitiers.fr

05.49.45.31.74

Matthieu LEE

matthieu.lee@univ-poitiers.fr

05.49.45.31.75 ou 05.49.45.31.74

Marie-Laure ALLIX

marie.laure.allix@univ-poitiers.fr

05.49.45.31.71

Accès internet WIFI Gratuit

Les 3, 4 et 5 décembre,

(identifiant et mot de passe sont disponibles à l'accueil du Symposium)

Presse/Médias

Un espace presse est organisé en salle de réception Waline durant les 3 jours du Symposium, contactez Matthieu LEE pour plus d'informations.





La Fédération de Recherche Territoires et l'Université de Poitiers remercient chaleureusement les partenaires de l'événement.



Merci également à : **Marie-Laure ALIX**, Faculté de Sciences Economiques, **Bastien BERNELA**, Laboratoire CRIEF, **Amina FELLAH**, Laboratoire RURALITES, **Etienne FOUQUERAY**, Laboratoire CRIEF, **Isabelle FREMY**, Faculté de Sciences Economiques, **Nardjès GHERAIBIA**, Laboratoire RURALITES, **Benjamin GUIMOND**, Laboratoire CRIEF, **Roselyne LAUMONIER**, Laboratoire CRIEF, **Freddy LEGE**, Faculté de Droit et Sciences Sociales, **Isabelle MORILLON**, Faculté de Droit et Sciences Sociales, **Fabienne PALOMARÈS**, Faculté de Droit et Sciences Sociales, **Rémy PRIVAT**, I-Médias, **Elisabeth REBILLIER**, Faculté de Droit et Sciences Sociales, **Sylvain ROYER**, Faculté de Droit et Sciences Sociales, **Arnaud ROSSIGNOL**, Faculté de Droit et Sciences Sociales, **Francette SAVIN**, Faculté de Sciences Economiques, **Caroline TARTARY**, I-Médias, **Chantal VALLET**, Laboratoire RURALITES, **Magalie VIGÉ**, Laboratoire CRIEF,

decentralisation2014.conference.univ-poitiers.fr

Territoires
Fédération de Recherche
Université de Poitiers